

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 20/11/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MANITOU BF

430 rue de l'Aubinière
BP 10249
44150 Ancenis-Saint-Géréon

Référence : N5-2025-1238

Code AIOT : 0006300886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2025 dans l'établissement MANITOU BF implanté 430 rue de l'Aubinière BP 10249 44150 Ancenis-Saint-Géréon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre du suivi courant du site et de la précédente inspection de 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANITOU BF
- 430 rue de l'Aubinière BP 10249 44150 Ancenis-Saint-Géréon
- Code AIOT : 0006300886
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MANITOU exploite, sur le site d'Ancenis, des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture.

Thèmes de l'inspection :

- Suites de l'inspection de 2023
- Rejets atmosphériques

- Rejets aqueux
- Qualité des eaux souterraines
- Équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 2 | Contrôle inopiné des rejets atmosphériques 2025 et contrôle 2024 | Arrêté préfectoral du 09/10/2015, articles 3-2-3 et 10-2-1 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 3 | Liste des équipements sous pression du site | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III. | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 4 | Rejets des eaux industrielles | Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4-3-9 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Rejets des eaux industrielles - Application de l'AM du 24-08-2017 | Arrêté Ministériel du 24/08/2017 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Rejets des eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 4-3-12 et 10-2-3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 9 | Arrêté ministériel Sécheresse | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 1 et suivants | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Notion de projet au titre du code de l'environnement | Code de l'environnement, article L122-1 III | Sans objet |
| 7 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 10-2-4 | Sans objet |
| 8 | Dispositions applicables en cas de sécheresse | Arrêté Préfectoral du 08/06/2023, Annexe 1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives. L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre. Il est attendu notamment des compléments concernant les rejets d'eaux industrielles, les équipements sous pression et les rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Notion de projet au titre du code de l'environnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 122-1 III |
| Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance successifs |
| Prescription contrôlée : Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité. |
| Constats : Depuis notamment 2021, l'exploitant a engagé un programme de modifications du site. En septembre 2025, il a transmis successivement par courriers distincts trois porter à connaissance au préfet pour certaines modifications (construction d'un bassin d'eaux pluviales/incendie nord, d'un bâtiment administratif et d'un nouveau bâtiment logistique R3). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La notion de projet au sens du code de l'environnement est à prendre en compte en regroupant les porter à connaissance autant que possible afin que l'inspection des installations classées puisse appréhender les impacts des modifications de manière globale. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N°2 : Contrôle inopiné des rejets atmosphériques 2025 et contrôle 2024

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 09/10/2015, article 3-2-3 et 10-2-1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suite des constats n°3 à 6 de l'inspection 2023 |
| Prescription contrôlée : Constats de l'inspection 2023 : Lors de l'inspection de 2023, les constats suivants ont été faits : - n°3 : les valeurs limites d'émission sur les installations de traitement de surface contrôlées étaient respectées ; - n°4 : des dépassements des rejets en COVNM au niveau des points de rejet suivants : * Bâtiment P - Broierie - [COVNM] = 106 mg/Nm ³ / Flux = 0,08 kg/h / VLE = 75 mg/Nm ³ * Bâtiment S - Sas 1G - [COVNM] = 72,6 mg/Nm ³ / Flux = 0,03 kg/h / VLE = 50 mg/Nm ³ ; * Bâtiment S - Etuve 1H - [COVNM] = 107 mg/Nm ³ / Flux = 0,007 kg/h / VLE = 50 mg/Nm ³ . - n°5 : les valeurs limites d'émission sur les installations de peinture poudre contrôlées étaient respectées ; - n°6 : les valeurs limites d'émission sur les installations de grenaillage et soudage contrôlées étaient respectées. |

Suite à ces constats il était demandé à l'exploitant de poursuivre les actions de mise en conformité des installations concernées (expertise du système de ventilation de la broierie du bâtiment P, remplacement des peintures par des références à haut extrait sec, à terme remplacement des installations du bâtiment S par des installations d'application de peinture poudre).

Contrôles inopinés :

Conformément à la réglementation, l'inspection des installations classées a la possibilité, à tout moment, de faire effectuer des contrôles inopinés des rejets des installations classées.

Article L. 514-8

Les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires pour l'application du présent titre, y compris les dépenses que l'Etat a engagées ou fait engager dans le cadre de la gestion ou du suivi des impacts et conséquences d'une situation accidentelle, sont à la charge de l'exploitant.

Constats :

Le rapport de contrôle du 21/10/2024 transmis avant inspection identifie les non-conformités suivantes :

- Bât S - BROIERIE- Conduit B1 : COVT 80 mg/m³ (VLE de 75 mg/m³),
- Bât P - Broierie en NC comme en 2023 (91,9 mg/m³ pour une VLE de 75 mg/m³).

Les autres rejets sont conformes.

Le PGS établi au titre de 2024 n'identifie pas ces non-conformités mais "1 dépassement sur l'installation : Etuve 1H Bâtiment S." Or les rejets de COV de cette étuve sont conformes lors du contrôle 2024.

Un contrôle inopiné des rejets a été diligenté par l'inspection des installations classées début 2025 ; le rapport de contrôle correspondant du 29/08/2025 relève comme en 2023 un rejet non conforme de l'étuve 1H - Bâtiment S - [COVT] = 75,56 mg/Nm³ (VLE = 50 mg/Nm³).

Les autres rejets sont conformes.

L'exploitant met en avant, à titre d'actions correctives, la mise en service en 2027 d'une nouvelle ligne de peinture poudre en remplacement de la ligne de peinture liquide du bâtiment S, ainsi qu'à plus court terme le déploiement progressif de peintures à Haut Extrait Sec permettant de diminuer les émissions de COV.

Concernant la non-conformité relative à la broierie du bâtiment P, l'extraction du local a été déplacée/modifiée.

Il est relevé en complément que dans les rapports de contrôle examinés, les références des installations du bâtiment P ne permettent pas de faire le lien avec les références des rejets listés dans l'arrêté préfectoral de 2015. Après l'inspection, l'exploitant a transmis un tableau comparatif des points de rejets entre cet AP et la situation actuelle. Ce point est susceptible de faire l'objet d'une demande de précisions hors cadre de la présente inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les modifications du conduit d'extraction de la broierie du bâtiment P sont à préciser.

Les actions correctives sont à poursuivre sur l'étuve 1H du bâtiment S, et à préciser/justifier, pour mise en conformité des rejets de COV, sans attendre la mise en service de la ligne de peinture prévue à ce stade en 2027.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Liste des équipements sous pression du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III.

| |
|---|
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de la liste et respect des échéances de contrôle périodique</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Suite notamment au constat n°2 de l'inspection 2023, la liste des équipements sous pression du site a été transmise par l'exploitant préalablement à l'inspection. Elle est à compléter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compresseur C1 à supprimer et remplacer par le nouvel équipement (changement en août 2025), - "date de dernière requalification" à préciser, - date de dernière et prochaine inspection périodique non clairement mentionnée, - régime de surveillance (régime général versus plan d'inspection) à préciser, - informations complémentaires à saisir pour les compresseurs C10 et C11, - suppression des compresseurs C7 et C8 s'il est confirmé qu'il ne s'agit pas d'équipements sous pression, - les termes "contrôle", "inspection" et "épreuve" utilisés dans la liste peuvent induire des confusions entre les inspections périodiques et les requalifications périodiques. <p>L'exploitant précise que la liste des ESP est exhaustive (absence de TAR, de tuyauteries concernées).</p> <p>Pour les compresseurs C10, C11 et la cuve d'air Pauchard n°101-230380 des déclarations de conformité de 2023 ont été présentées mais pas les contrôles de mise en service ; si PS x Volume de ces ESP en dessous des 10 000 Bar/litre, alors sans contrôle de mise en service volontaire, l'inspection périodique doit avoir lieu sous 36 mois et non 48 mois.</p> <p>Deux équipements ont fait l'objet de vérifications plus approfondies :</p> <p><u>Compresseur C2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de requalification périodique du 02/08/2023 a été présentée mais le poinçon tête de cheval et la date de requalification n'ont pu être observés (plaque du récipient non visible, seule la plaque "machine" ayant été désignée) ; - pour cet équipement il est identifié une possible confusion entre inspection périodique et requalification périodique ; - une pression d'étage de 13 bar est relevée. S'il s'agit de la PS du récipient d'air, pour une soupape de sécurité avec une pression de déclenchement de 15 bar (document technique présenté), il s'agit d'une non-conformité. <p>Le compresseur C6 dont la requalification arrivait à échéance en 2025 a été mis hors service (condamné par cadenas), un bon de commande du 17/09/2025 ayant été présenté pour son remplacement.</p> <p><u>Cuve d'air Pauchard 2019073Z :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de requalification périodique du 02/08/2023 a été présentée mais le poinçon tête de cheval et la date de requalification ne sont pas visibles sur la plaque de l'équipement (plaque du récipient non visible, seule la plaque "machine" ayant été observée), - la PS de 10,7 bar est cohérente avec la pression de tarage de la soupape de 10 bar. <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour le compresseur C2, transmettre :</p> |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de requalification périodique d'août 2023, - le justificatif de la dernière inspection périodique, - la pression de service du récipient d'air. Si cette pression est inférieure à 15 bar (pression de tarage de la soupape de sécurité), l'exploitant engage la mesure corrective nécessaire. <p>Pour la cuve d'air Pauchard 2019073Z, transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de requalification périodique d'août 2016 (prochaine requalification en 2026), - le justificatif de la dernière inspection périodique du 30/07/2025. <p>Pour le compresseur C6, la mise hors service doit être matérialisée conformément à l'article 25 de l'arrêté du 20/11/2017.</p> <p>L'exploitant veille par ailleurs à ce que l'organisme en charge de la requalification périodique applique les dispositions de l'article 24 de l'arrêté du 20/11/2017 : <i>"En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à tête de cheval."</i></p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°4 : Rejets des eaux industrielles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4-3-9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suite du constat n°9 de l'inspection 2023 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constats en 2023 : Les eaux industrielles sont rejetées après pré-traitement dans le réseau collectif de collecte des eaux usées. Cependant, l'exploitant n'a pas pu préciser si les eaux rejoignent toujours au préalable la station de traitement de la laiterie voisine (suite aux travaux réalisés sur ce site). L'exploitant doit confirmer ce point.</p> <p>Par ailleurs, les résultats des mesures d'autosurveillance transmis via l'application GIDAF mettent en évidence des dépassements en 2022 / 2023.</p> <p>Le fonctionnement et le suivi de la station de pré-traitement sont sous-traitées à une entreprise spécialisée dans le domaine.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une vision claire des analyses réalisées et des actions menées lorsqu'un dépassement est constaté.</p> <p>Pour chaque dépassement, l'exploitant doit analyser la situation, déterminer la cause du dépassement, définir et mettre en place les actions correctives pour éviter son renouvellement.</p> <p>L'exploitant précisera les dispositions prises en ce sens. Les dépassements concernent essentiellement la DCO et les matières en suspension ainsi que le volume d'eau rejetée par jour.</p> <p>Depuis décembre 2022, il est également constaté des dépassements en fer. L'exploitant doit mettre en place des actions correctives en vue de mettre en conformité les rejets d'eaux industrielles avec les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.9 de l'AP du 09-10-2015. En particulier, il précisera les dispositions prises pour les dépassements en fer.</p> <p>Aucune déclaration n'a été faite via l'application GIDAF depuis février 2023. Par ailleurs, il est constaté que les déclarations précédentes sont faites très tardivement. L'exploitant doit déclarer les résultats des mesures d'autosurveillance des eaux industrielles rejetées mensuellement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le plan d'actions transmis en 2023 en réponse aux constats ci-dessus prévoyait une meilleure organisation avec le prestataire chargé du pré-traitement des eaux pour l'identification des</p> |

dépassements, la mise en place d'actions correctives et la saisie régulière des résultats sous GIDAF. Concernant le Fer, un test était prévu en arrêtant de déverser les eaux de nettoyage des sols dans les eaux industrielles (le fer pourrait provenir du nettoyage des sols notamment en mécano-soudure).

Les résultats de l'autosurveillance ont été consultés sur GIDAF pour la période septembre 2023-juillet 2025 :

- certaines déclarations GIDAF sont encore tardives ; par sondage septembre 2023 déclaré fin janvier 2024, décembre 2024 déclaré en mars 2025,

- tous les mois sont constatés quelques dépassements DCO sauf en janvier 2025, avec un pic à 1 850 mg/L en janvier 2024 (VLE à 600 mg/L),

- quelques dépassements du volume moyen journalier apparaissent également de même que des dépassements ponctuels en MES, en fer et en flux massiques notamment pour ces paramètres.

Concernant la DCO, sans attendre l'amélioration prévue par l'arrêt de l'atelier de peinture liquide du bâtiment S en 2027, l'exploitant a mis en place des filtres à charbon actif pour traitement des rejets, opérationnels depuis le 01/01/2025. Une amélioration de la qualité des rejets est effectivement constatée depuis début 2025 (courbe de suivi 08/12/2024 au 20/07/2025 présentée). L'exploitant affine actuellement sa fréquence de changement de filtres (d'un changement tous les 3 mois, un changement tous les 2 mois voire tous les mois est envisagé) pour mise en conformité des dépassements de valeur limite qui subsistent.

Concernant les autres dépassements, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les actions correctives engagées.

L'exploitant précise enfin que le site n'est plus raccordé à la STEP de la laiterie voisine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant le raccordement des rejets d'eaux industrielles au réseau collectif, l'exploitant justifie d'une autorisation/convention de rejets avec le gestionnaire du réseau concerné, suite au dé-raccordement à la STEP de la laiterie.

Concernant les dépassements de VLE des rejets d'eaux industrielles du site, l'exploitant précise son plan d'actions et le calendrier associé pour résorber l'ensemble des non-conformités.

Il veille à la déclaration plus fréquente des résultats d'autosurveillance sur GIDAF et précise l'organisation associée. Il est précisé que l'exploitant reste responsable sur ces points, même si les installations de traitement sont gérées par un prestataire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Rejets des eaux industrielles - Application de l'AM du 24-08-2017

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017, Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions.

Thème(s) : Risques chroniques, Suite du constat n°10 de l'inspection 2023

Prescription contrôlée :

Constats 2023 : L'AM du 24-08-2017 a modifié, dans une série d'arrêtés ministériels, les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des ICPE. Le programme de surveillance des rejets aqueux de l'établissement mis à jour au vu des modifications apportées par l'AM du 24-08-2017 a été transmis le 27-07-2022. Ce programme a fait l'objet d'observations de la part de l'inspection des installations classées par message électronique du 14-10-2022. Depuis aucun élément complémentaire n'a été transmis. L'exploitant doit transmettre, dans les meilleurs délais, son programme de surveillance de ses rejets aqueux prenant en compte les observations émises par l'inspection des installations classées.

| |
|---|
| Constats : |
| L'exploitant n'a pas transmis le programme de surveillance modifié suite aux observations de l'inspection des installations classées. Celles-ci ont été renvoyées par message électronique du 14/11/2025. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé de transmettre, dans les plus brefs délais, le programme de surveillance des rejets aqueux de l'établissement mis à jour. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°6 : Rejets des eaux pluviales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 4-3-12 et 10-2-3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suite du constat n°11 de l'inspection 2023 |
| Prescription contrôlée : <p>Constats de l'inspection 2023 : Les mesures réalisées en octobre 2022 mettent en évidence des dépassements en DCO et en matières en suspension au niveau de plusieurs points de rejet d'eaux pluviales de l'établissement (centre formation ; parking ouest ; entrée ouest). L'exploitant a précisé que la mise en conformité des rejets sera réalisée lors de la construction de 3 nouveaux bâtiments au niveau de cette zone. Le permis de construire devrait être déposé dans les prochaines semaines. L'exploitant précisera les dispositions retenues pour gérer les eaux pluviales de cette zone. Par ailleurs, un dépassement en HCT est constaté sur le rejet d'eaux pluviales "Déversoir orage nord". Lors de la visite, il a été constaté que le prélèvement a été réalisé le jour suivant le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant doit s'assurer que les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'établissement.</p> |
| Constats : <p>En réponse aux constats de l'inspection 2023, l'exploitant avait indiqué engager un programme d'amélioration de la rétention et du traitement des eaux pluviales sur le site, avec des solutions de bassin enterré ou à ciel ouvert en cours d'étude.</p> <p>Ce programme a été engagé avec le porter à connaissance de septembre 2025 pour la création d'un bassin au nord du site, en cours d'instruction. Concernant le bassin ouest projeté, la perte d'une centaine de places de stationnement contraint le projet, toujours à l'étude.</p> <p>Les dernières analyses sur les rejets d'eaux pluviales du 22/04/2025 ont été fournies préalablement à l'inspection pour les points suivants ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déversoir d'orage RUE CHATEAUBRIANT, - Déversoir d'orage ENTREE OUEST, - Déversoir d'orage EST, - Déversoir d'orage NORD. <p>Elles ne montrent pas de non-conformité. L'exploitant précise qu'en décembre 2024 une réfection de trois regards de rejet a été réalisée, améliorant la qualité des rejets correspondants.</p> <p>Cependant, 9 points de rejet au total sont listés dans l'APC de 2019.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant transmet les derniers résultats d'analyses d'eaux pluviales aux cinq points de rejets restant concernés, ainsi que les actions correctives en cas de dépassement de valeur limite. Il précise les actions projetées pour l'amélioration de la rétention et le traitement des eaux pluviales sur le site, ainsi que le calendrier associé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|---|
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°7 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 10-2-4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suite du constat n°12 de l'inspection 2023 |
| Prescription contrôlée : Constats de l'inspection de 2023 : Lors de la visite, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de la qualité des eaux souterraines réalisé en octobre 2022. La surveillance repose sur 5 piézomètres. Dans le rapport de contrôle, figure le niveau piézométrique relevé au niveau de chaque piézomètre. Cependant, aucune information sur le sens d'écoulement des eaux souterraines le jour du contrôle n'y est précisée. L'exploitant précisera, à partir des niveaux piézométriques relevés, le sens d'écoulement des eaux souterraines constatés lors des contrôles. Un nivellement des ouvrages sera réalisé si nécessaire. Ce point a déjà fait l'objet d'une observation lors de la précédente inspection. |
| Constats : Le dernier rapport de contrôle des eaux souterraines du 29/03/2025 transmis avant l'inspection précise bien le sens d'écoulement évalué selon le niveau relatif de l'eau dans les ouvrages soit globalement du Sud vers le Nord. Les résultats d'analyses n'amènent pas d'observation de l'inspection des installations classées. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise la date de la campagne d'analyses de basses eaux dans les eaux souterraines pour 2025, et veille à ce que le sens d'écoulement constaté sur la base des mesures piézométriques figure bien dans les rapports de chaque campagne semestrielle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N°8 : Dispositions applicables en cas de sécheresse

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2023, Annexe 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Arrêté Sécheresse départemental (hors bassin Sèvre Nantaise) |
| Prescription contrôlée : - Situation en matière de sécheresse au moment de l'inspection - Dispositions de l'arrêté préfectoral du 08/06/2023 |
| Constats : Une sensibilisation de l'exploitant est effectuée : - le site ne disposant pas de prescriptions particulières en cas de sécheresse dans ses arrêtés préfectoraux, l'arrêté cadre départementale sécheresse lui est applicable. - le site suivant permet facilement de déterminer si un site est soumis à des restrictions d'eau : https://ssm-ecologie.shinyapps.io/restreau/https://vigieau.gouv.fr/ Au jour de l'inspection, "L'eau potable est en vigilance à votre adresse." Dans ce cas pour les ICPE il est prévu une sensibilisation des salariés. A noter qu'en cas d'alerte renforcée, cet arrêté cadre prévoit (Cf annexe I usage de l'eau n°15) un objectif de réduction de 25 % du volume journalier maximal/habituellement prélevé. L'eau potable a été sur l'été 2025 temporairement en alerte, nécessitant un report des opérations consommatrices d'eau. Concernant les dispositions applicables, l'exploitant a indiqué diffuser aux salariés un "Flash HSE" |

incluant une sensibilisation sur la nécessité d'économie d'eau, et reporter temporairement (cas en 2024) le nettoyage de bardages et des chariots.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'approprie les dispositions départementales applicables en matière de sécheresse pour mise en œuvre lors des prochains épisodes de restriction.

Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Arrêté ministériel Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, Article 1 et suivants

Thème(s) : Risques chroniques, Application des dispositions de l'AM sécheresse

Prescription contrôlée :

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :

-prélèvement d'eau : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion des prélèvements en milieu marin, de la récupération d'eaux de pluie en vue de leur réutilisation et des eaux réutilisées ; [...]

Constats :

Des échanges ont eu lieu avec l'exploitant courant septembre 2025 concernant ces dispositions (message électronique récapitulatif du 26/09/2025), avec la mise en place d'un cadre GIDAF pour effectuer les déclarations exigées par cet arrêté ministériel le cas échéant.

Les prélèvements sur le réseau d'eau potable, unique source d'approvisionnement du site, s'élèvent à : pour 2022, 15 123 m³, pour 2023, 17 915 m³ et pour 2024, 15 256 m³. Ceci ne prend pas en compte la consommation d'eau pour l'incendie s'élevant à 300 à 500 m³ par an environ. Les dispositions de l'arrêté ministériel susvisé sont donc bien applicables au site.

L'arrêté préfectoral du 11/08/2025 a placé l'AEP en alerte temporairement pour tout le département. En dehors des mesures de report des opérations consommatrices d'eau (voir le point de contrôle précédent), l'exploitant n'a pu justifier sur cette période de la mise en œuvre effective de la réduction de 5 % par rapport au volume de référence considéré (non précisé).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'approprie les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, pour anticipation et mise en œuvre le moment venu, et tient disponible son positionnement sur ces prescriptions ainsi que les justificatifs associés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois